



Côtes-d'Armor

Confédération Paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Saint-Brieuc, le 02 septembre 2015

LETTRE OUVERTE

Monsieur Le Ministre de l'Agriculture,
Monsieur Le Préfet, Monsieur Le Directeur de la DDTM,
Mesdames, Messieurs les responsables des organisations agricoles,

Par cette lettre ouverte, la Confédération paysanne veut manifester sa colère et sa révolte face aux crises à répétition qui touchent l'élevage mais aussi les productions végétales, comme les légumes il n'y a pas si longtemps. A chaque fois, ce sont des paysans et des paysannes qui disparaissent dans le silence. Les salariés de l'agroalimentaire payent aussi un lourd tribut : la précarisation du travail, la généralisation de l'intérim, des conditions de travail harassantes et pour finir les vagues de licenciement. Cette hémorragie a assez duré, à l'heure où le mal principal qui ronge notre société est le chômage.

Les responsabilités sont à rechercher au niveau européen. Les politiques qui se succèdent au niveau agricole sont guidées par un ultralibéralisme effréné. La guerre entre les bassins de production fait rage. Nos premiers ennemis économiques sont l'Allemagne, les Pays Bas, le Danemark, l'Espagne... un comble pour une zone censée parvenir au partenariat économique. Les distorsions de concurrence sont criantes au niveau social avec l'Allemagne et les Pays de l'Est. De même, les règles environnementales diffèrent trop entre les Pays-Membres. Mais les responsabilités existent aussi dans nos organisations professionnelles et coopératives agricoles. Nous n'avons pas tiré les enseignements des crises précédentes. La stratégie qui a fait l'unanimité depuis 5 ans a consisté à imprimer partout et sans cesse qu'il fallait libérer les énergies et que les exportations allaient tirer les prix vers le haut. Maintes fois, nous avons alerté sur cette stratégie qui s'avérait dangereuse au moment où tous les mécanismes de protection des agriculteurs volaient en éclat (arrêt programmé des subventions à l'export, fin des quotas laitiers, réduction drastique de l'intervention et des aides au stockage). Tous les ingrédients étaient réunis pour aboutir à la crise actuelle.

Dans la perspective du Conseil européen des Ministres de l'Agriculture du 07 septembre prochain à Bruxelles, la Confédération Paysanne tient à pointer la responsabilité majeure de Stéphane LE FOLL qui devra porter la voix d'un pays qui pèse lourd dans le paysage agricole européen. Comme pour la réforme de la PAC, nous craignons que ce soit le plan BEULIN qui soit porté à la table des négociations. Se contenter de relever les prix d'intervention, prendre des mesures pour ouvrir les marchés à l'export : ce n'est qu'apposer les mêmes pansements sur les mêmes cicatrices.

.../...

C'est une autre ambition que nous soumettons au Ministre de l'Agriculture. Elle se décline en 4 points :

- 1- Proposer de nouveaux mécanismes de régulation dynamique au niveau européen permettant d'adapter l'offre alimentaire à l'évolution de la demande. C'est en se dotant d'outils modernes d'observation des signaux du marché qu'il sera possible de prévenir les crises,
- 2- Harmoniser les normes sociales et environnementales par le haut. Dénoncer le coût social du travail risque de menacer gravement les acquis sociaux de notre pays. C'est une attaque frontale portée en direction du travail paysan mais aussi des salariés de la production et de l'agroalimentaire. Remettre en cause des cotisations, c'est accepter que soient remises en cause la politique familiale, la sécurité sociale et les caisses de retraites. Ce discours est clairement orienté vers les profits d'une oligarchie de patrons qui s'enrichit sur le dos des paysans et des salariés. Le moratoire sur les normes environnementales est une erreur stratégique. Ce n'est surtout pas au moment où les premiers résultats positifs sur la qualité de l'eau se font sentir qu'il faut baisser la garde,
- 3- La stratégie qui consiste à miser sur l'export pour développer notre agriculture nous mène dans le mur depuis 30 ans. Nous appelons à un renouvellement de nos responsables agricoles et économiques pour qu'une nouvelle vision de notre modèle puisse émerger. La reconquête du marché intérieur européen et la recherche de valeur ajoutée basée sur une alimentation de qualité est la seule solution pour redonner espoir à nos filières,
- 4- L'agroécologie prônée par notre Gouvernement et accompagnée par notre région doit proposer à tous les agriculteurs une autre voie que celle de l'industrialisation de l'agriculture. La concentration des exploitations, la course permanente aux volumes, l'endettement excessif et la charge de travail sont autant de facteurs qui rendent les structures vulnérables. La rentabilité des exploitations passe aussi par la recherche de l'autonomie et de la valeur ajoutée (valorisation des produits et maîtrise des coûts de production). Une agriculture créatrice d'emplois stables et durables existe. Elle doit se développer.

Le projet de la Confédération Paysanne s'inscrit dans un projet de société. Le mirage de l'industrialisation et de l'automatisation et de la standardisation à l'excès est un piège qui vide tout bonnement nos campagnes et nos régions de ses forces vives. Cette crise qui secoue le monde agricole est avant tout la résultante de forces ultralibérales qui sont à l'œuvre et qui servent des intérêts privés avant l'intérêt général. C'est pourquoi nous appelons notre Gouvernement à peser de tout son poids pour s'opposer aux accords de libre échange qui se construisent aujourd'hui avec le Canada et les Etats-Unis.

**Les paysans de la Confédération paysanne
des Côtes-d'Armor**